

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Les-parlementaires-macronistes-veulent-verifier>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Les parlementaires macronistes veulent vérifier la sécurité des centrales nucléaires**

22 décembre 2017

Les parlementaires macronistes veulent vérifier la sécurité des centrales nucléaires

Publié le 22 décembre 2017

ÉNERGIE

Lors sa dernière intervention télévisée, le Président de la République Emmanuel Macron a clairement indiqué son désir de préserver à court terme les réacteurs nucléaires français. Mais face aux récentes intrusions de Greenpeace dans plusieurs centrales, des députés La République En Marche ont décidé de lancer une enquête sur la sécurité des installations.



L'ONG Greenpeace est parvenu à tirer un feu d'artifice dans l'enceinte de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle).

Greenpeace

Les députés LREM ont enclenché, jeudi 21 décembre, le processus pour la création d'une commission d'enquête "sur la sûreté et la sécurité" des installations nucléaires, pour laquelle avaient notamment plaidé récemment les élus Nouvelle Gauche.

La présidente de la Commission du développement durable Barbara Pompili (LREM, issue des rangs écologistes), le chef de file du groupe Richard Ferrand et les élus LREM ont déposé une résolution pour créer une telle commission, a indiqué sur Twitter le député LREM Matthieu Orphelin. Cet ex-bras droit de Nicolas Hulot dans sa fondation a salué "*une mission essentielle*".

La France est "*le premier pays au monde en nombre de réacteurs nucléaires en exploitation par habitant*" avec 58 réacteurs pour quelque 66 millions de Français, selon l'exposé des motifs de la résolution déposée mercredi.

Une demande de la Nouvelle gauche

La présence de 19 centrales notamment "*impose une vigilance sans faille*", ajoutent les signataires, qui observent que "*l'incursion d'un groupe de militants de l'organisation Greenpeace à deux reprises au mois d'octobre et novembre dans les centrales de Cattenom et de Cruas-Meysses a provoqué des inquiétudes légitimes dans l'opinion*".

"*Ces incursions ont contribué à démontrer qu'il était nécessaire que la représentation nationale s'empare des questions de sûreté et de sécurité nucléaires*", poursuivent les députés, pour qui "*la création d'une commission d'enquête permettrait de garantir un travail parlementaire approfondi et respectueux des règles de sécurité évidentes lorsqu'il s'agit d'installations nucléaires*".

Début décembre, le groupe Nouvelle Gauche avait souhaité une telle commission d'enquête, lors de

la conférence des présidents, qui réunit les présidents des groupes politiques et des commissions autour du président de l'Assemblée François de Rugy (LREM). Les socialistes avaient notamment jugé que les intrusions de militants sur des sites montraient "*l'acuité avec laquelle se pose la question de la sécurité autour des installations*". Chaque groupe parlementaire a le droit, une fois par session de l'Assemblée, à user de son "droit de tirage" pour une commission d'enquête.

Ludovic Dupin avec AFP